

LA CULTURE, PARTOUT ?

Politiques et pratiques du *culturespeak* à Liverpool dans les années 2000

Claire Bullen¹

Planter le décor

Un samedi matin de l'été 2007, je rejoignais un petit groupe de femmes et de jeunes adolescentes en train de peindre le visage de centaines de personnes au St Georges Hall, prestigieux bâtiment municipal du centre de Liverpool au Royaume-Uni (RU). Toutes étaient membres d'une association de bénévoles, basée dans l'un des quartiers les plus défavorisés du pays, Kensington, situé à deux kilomètres à l'est du centre-ville. D'âge et d'origines diverses, elles portaient un t-shirt dont le dos arborait les mots « *community artist* » (artiste communautaire). Leur tâche, maquiller les participants du cortège qui allait se rendre en centre-ville.

Ce défilé fut organisé dans le cadre des préparatifs en vue de l'année 2008 où Liverpool fut « Capitale européenne de la culture » (CEC). Il fut coordonné par la « Liverpool Culture Company » (LCC), l'agence créée par la municipalité afin de préparer le dossier de candidature de la ville (O'Brien, 2011). Dans ce dossier, l'ancien port colonial du nord-ouest de l'Angleterre et ville la plus pauvre du pays était présentée comme multiculturelle (le slogan officiel était « *the world in one city* » ou « le monde dans une ville »), rude et résiliente. La candidature proposait un programme de rénovation économique, sociale et urbaine par la culture (Jones & Wilks-Heeg, 2004), s'alignant ainsi sur les normes politiques nationales et européennes de l'époque (Lähdesmäki, 2010) et fut retenue en 2003.

¹ Institut de Sociologie, Université de Tübingen, Allemagne
Université Aix-Marseille, CNRS-IDEMEC UMR 7307, France
Courriel : clairebullen@gmail.com

Beaucoup de personnes m'ont aidée pour le développement des idées de cet article. Je remercie particulièrement les membres de l'association de maquillage, Franck Lamiot, Anaïs Martin, Nadja Monnet, Martin Pinder et Oli Thomas. Mes remerciements vont également à Ana Gendron et Sébastien Jacquot pour leurs commentaires utiles ainsi qu'à Barbara Morovich et Pauline Guinard pour m'avoir donné l'opportunité de participer à ce numéro.

La décision de postuler au titre de CEC allait dans le sillage des politiques menées dans la ville depuis plus de vingt ans. En résonance avec des pratiques usitées dans bien d'autres villes des pays capitalistes (Peck, 2005), certains « décideurs urbains² » avaient cherché à remplacer une industrie portuaire largement désuète par une économie basée sur les services et les loisirs (Jones & Wilks-Heeg, 2004), tentant ainsi de repositionner la ville dans le monde. Ce choix politique, soutenu par des financements nationaux et européens et impliquant pléthore d'organismes non-gouvernementaux ainsi que le secteur privé correspond bien à ce qui a été décrit comme le « tournant culturel » d'un modèle d'urbanisme de plus en plus néolibéral (Connolly, 2013).

Malgré trente ans d'investissements et un consensus parmi les décideurs urbains pour que l'amélioration de l'offre culturelle puisse transformer l'avenir de la ville (Allen, 2008), Liverpool restait pourtant loin des circuits touristiques culturels. La candidature réussie au titre de CEC a donc été saisie comme une opportunité inédite pour donner une envergure « *world class* » (internationale) et « plus professionnelle » à la scène culturelle locale. Dès lors, la participation des habitants en tant que « artistes » ou « *cultural workers* » (travailleurs culturels) aux événements très médiatisés du centre-ville devenait plus rare (cf. Impacts08, 2009). Nombreux sont ceux qui ont souligné les liens entre virage vers les politiques culturelles de la gouvernance urbaine de plus en plus concurrentielle et hiérarchisation des normes et pratiques culturelles s'associant au déplacement des catégories de population socio-économiquement faibles (Davila, 2012 ; Evans, 2011 ; Karaca, 2009). L'argument défendu ici sert à comprendre ces changements sociaux et culturels urbains. Il faut les situer dans le temps, l'espace et les rapports de force multiscalaire. La présence atypique de ce petit groupe de *community artists* dans un événement de grande envergure sert ici d'outil pour démêler la manière dont ce « tournant culturel » s'est matérialisé à Liverpool dans les années 2000, et son influence sur les perceptions, représentations et expériences sociospatiales et culturels de et dans cette ville (Hannerz, 1980).

Leur présence s'explique en partie par une autre série de mesures, elles aussi parfois dépeintes en termes culturels. Autour des années 1990, à travers l'Europe, la « culture », en tant que mode de vie, ensemble de croyances, etc., devient davantage essentialisée et problématisée dans la sphère publique (Stolke, 1995). Quoiqu'avec des différences locales et nationales, l'idée de la diversité culturelle était davantage perçue par les décideurs nationaux et locaux comme source de conflit social (Hannerz, 1999) et elle ouvre vers

² Le terme « décideur urbain » est employé pour définir ceux et celles impliqués dans la prise de décisions stratégiques concernant Liverpool, y compris les acteurs locaux, nationaux, voire européens dans le secteur privé comme dans le secteur public.

de nouvelles politiques socio-économiques visant à gérer cette différence³. La « culture », ici pensée en termes d'art et d'esthétique, est mobilisée afin de mieux gouverner ces différences culturelles, surtout celles qui concernent les populations se situant « à l'écart » des normes esthétiques dominantes (Karaca, 2009).

Par le passé, la manière dont la culture et l'ethnicité ont été appréhendées à Liverpool n'a pas toujours été en phase avec les modèles nationaux et européens (Belchem, 2000 ; Small, 1999). Au début des années 2000 pourtant des variations de « *culturespeak* » hégémoniques (Hannerz, 1999) — c'est-à-dire, des récits instrumentalisant, problématisant et/ou célébrant la « culture » — circulaient davantage dans la ville. Ces processus étaient loin d'être uniformes et divers systèmes culturels se croisaient avec des géographies sociales et rapports de force locaux.

Dans ce qui suit, je mobilise une analyse ethnographique de la création d'une association de maquillage. Pour ce faire, je puise dans ma propre expérience en tant que « *policy practitioner* » (agente) au sein d'une agence de rénovation urbaine, la Kensington Regeneration⁴. Cette agence a opéré de 2000 à 2010, dans une partie de la ville, désignée comme « zone de rénovation urbaine » (*urban regeneration area*), dans le cadre du programme national New Deal for Communities (NDC)⁵. Entre 2004 et 2008, j'y ai été chargée de mission pour promouvoir la diversité culturelle, réduire le racisme et augmenter la participation des individus et groupes de « minorités ethniques ». Ensuite, de 2007 à 2011, j'ai été bénévole au sein de l'association des maquilleuses.

Dans le bureau de la Kensington Regeneration, comme dans l'association, j'ai pu rassembler des documents, carnets de travail, comptes rendus de réunions, photographies, ainsi que mes propres souvenirs. J'ai passé au crible ce matériel, mes ressentis personnels et l'analyse de ma position dans ces deux institutions⁶. Je les ai croisés avec les 27 entretiens, menés à Liverpool, entre 2011 et 2012, avec des décideurs et praticiens des politiques urbaines et culturelles, des opérateurs culturels et des membres du secteur associatif. J'ai également eu des conversations informelles de 2019 à 2020 avec quelques acteurs clés à l'origine de l'association des maquilleuses.

3 Le modèle britannique de l'époque se caractérisait par un mixte entre contrôle de l'immigration et modèles d'intégration, pensés en termes de « race » et de multiculturalisme (Gilroy, 2004).

4 J'emprunte ce terme à Jones (2013). Contrairement au terme de décideur urbain, il implique une participation aux politiques publiques sans sous-entendre un degré d'autorité.

5 Ce programme visait 39 zones urbaines à travers le pays. Dans chaque zone, une agence semi-autonome, comme la Kensington Regeneration pour Liverpool, fut créée pour le mettre en œuvre.

6 Ces expériences sont davantage décryptées dans ma thèse de doctorat en anthropologie portant sur les transformations sociales et culturelles à Liverpool et Marseille (Bullen, 2016).

Mon approche méthodologique peut se définir comme une ethnographie « rétrospective » et réflexive (Marcus & Oakley, 2007 : 365). Épousant une perspective *insider/outsider* étalée dans le temps, j'explore l'évolution de mes propres expériences en tant que praticienne et participante, et je contextualise et compare mes perceptions avec celles des autres. L'objectif est de saisir un angle de vue des politiques culturelles à Liverpool, toujours partiel mais profondément ancré dans les histoires et les géographies de la ville, ainsi que les rapports de force multiples. C'est pourquoi dans la prochaine partie, je me sers du bâtiment où les *community artists* étaient en train de maquiller les carnavaliers comme point d'entrée d'où dresser un tableau des changements dans les conceptions de la culture de et dans Liverpool, à travers le temps et l'espace.

Situer Liverpool

Le St George's Hall fut construit au milieu du XIX^e siècle quand Liverpool était au cœur du système d'échanges de l'Empire britannique. L'activité portuaire engendrait d'énormes fortunes mais, avec ses odeurs fortes, ses marins débarqués des quatre coins du monde et son association avec le commerce d'esclaves africains du XVIII^e et XIX^e siècle, elle ternissait aussi l'image de la ville. Pour la bourgeoisie locale, comme dans l'imaginaire national, Liverpool avait la réputation d'être un lieu sale, sans « distinction culturelle » et en marge de l'État-nation (Nassy-Brown, 2005)⁷. La construction du St George's Hall, vite entouré d'autres bâtiments publics (musée, galerie d'art et bibliothèque splendides), dénote une forme de politique culturelle de l'époque, où les édiles essayaient d'embellir la réputation de la ville (Belchem, 2000). Malgré ces efforts, Liverpool gardait sa réputation de ville commerciale et populaire.

Les lendemains de la Deuxième Guerre mondiale ont vu la réputation *et* l'économie de Liverpool s'effondrer. Dans les années 1950, la position autrefois stratégique de Liverpool sur la côte atlantique perdit de son attrait (Meegan, 2003). En parallèle, la modernisation du port a mené à des licenciements massifs, provoquant des conflits sociaux ardues, agrémentés d'une crise du logement et de tensions racialisées. Les logiques de ségrégation et d'exclusion raciales se trouvaient dans d'autres villes à travers le pays mais Liverpool était particulièrement imprégnée par le legs de l'esclavage et du colonialisme (Belchem, 2014).

À l'époque, la majeure partie des « citoyens "*Blacks* (Noirs)" ou "*coloured*" (de couleur)⁸», partie de la population la plus touchée par les suppressions

7 J'emprunte cette utilisation de distinction culturelle d'une ville à Biasi et Fabiani (2011), qui la déploient en rapport à Marseille en France.

8 Pour utiliser les catégories contemporaines qui à Liverpool comprenaient les descendants des anciens esclaves africains, et ceux des marins marchands débarqués des quatre coins du monde sous l'influence de l'empire britannique (le Yémen, la Chine, etc.)

d'emplois, résidait dans le quartier de Toxteth (Nassy-Brown, 2005)⁹. Cette ségrégation était renforcée par un racisme à la fois « quotidien » et « institutionnalisé » (Parkinson, 1985), manifeste dans les violences policières et dans les politiques d'allocation de logements. À titre d'exemple, les nouveaux lotissements sociaux construits en dehors de la ville étaient offerts majoritairement aux populations « blanches », tandis que les populations de « couleur » habitant à Toxteth étaient largement négligées (Nassy-Brown, 2005). Les retombées de ces politiques ont été ressenties dans les années 1980, une décennie particulièrement marquante sur le plan mondial.

Longtemps ignorées par les collectivités, les revendications contre la profonde discrimination raciale dans la ville devenaient de plus en plus politisées dans la lignée des mobilisations du Civil Rights Movement et du Black Power aux États-Unis. Elles arrivèrent à leur paroxysme en 1981, quand le contrôle policier de deux jeunes Noirs à Toxteth déclencha deux semaines d'émeutes, connues comme les « *Toxteth Riots* » ou les « *Liverpool race riots* » (émeutes raciales de Liverpool), et qui furent violemment réprimées par le gouvernement national (Parkinson, 1985). À la même période, l'aile radicale du Parti travailliste gagna la mairie (en 1982) avec un programme d'investissements dans le logement social. Cette politique allait à contre-courant des politiques du gouvernement Thatcher, qui souhaitait transférer le parc immobilier social vers le secteur privé. L'administration locale a finalement perdu cet affrontement idéologique devant la justice, la stratégie de la mairie ayant été jugée illégale (Parkinson, 1985).

Les *Toxteth Riots* et le procès contre la mairie scellèrent la réputation de Liverpool au niveau national. La ville fut vilipendée par des politiciens londoniens et la presse nationale de droite, montrée comme lieu de pauvreté, de criminalité et de désordre (souvent racialisé). Ses décideurs urbains furent critiqués pour avoir entretenu une culture d'incompétence, de corruption et/ou de racisme. À l'inverse, et malgré l'absence de « politiques culturelles » substantives au niveau municipal¹⁰, cette période fut marquée par une effervescence d'expressions esthétiques d'envergure internationale — et ce surtout dans les quartiers défavorisés (Cohen, 2007).

En 1986, l'administration de gauche radicale fut remplacée par des dirigeants à la fois plus centristes et — dans l'esprit du temps — plus entrepreneuriaux (Harvey, 1989). Sur fond de rapports toujours difficiles avec l'État central,

⁹ Ce quartier situé au sud-est du centre-ville est limitrophe de Kensington par sa limite nord.

¹⁰ L'administration de gauche radicale rejetait toute idée d'investissement dans les infrastructures culturelles, qualifiées de « bourgeoises » ; une situation qui se distingue de celle d'autres administrations socialistes, en opposition au gouvernement Thatcher, à l'époque (cf. Peck, 2009).

ceux-ci se rendirent à Bruxelles, aux débuts des années 1990, pour postuler au volet de financement « Objectif 1 » des Fonds européens de développement régional (FEDER) (Cocks, 2013). Ces fonds européens avaient été créés dans les années 1970 en vue de corriger les disparités socio-économiques au sein de l'Europe. L'Objectif 1 fut mis en place dans les années 1980 pour soutenir les régions avec moins de 75% du PIB moyen. Le fait que Liverpool y ait été éligible en dit long sur la pauvreté de cette région du RU.

L'Objectif 1 comprenait une ligne budgétaire pour le renouvellement de l'économie urbaine par la culture. Pourtant, dans le premier cycle de financements (1993), aucun projet culturel ne fut proposé pour Liverpool, montrant à quel point ce champ sémantique était loin des logiques de gouvernance (Cohen, 2007). Dans les programmes successifs, les projets liés aux institutions culturelles et le secteur culturel, en général, devinrent plus importants¹¹. Par ailleurs, les FEDER ont été utilisés pour rénover le St George's Hall¹².

La nouvelle importance donnée à la culture s'illustre dans l'incorporation d'un volet culture à l'important dossier « *urban regeneration* » (rénovation urbaine et économique) de la municipalité dans les années 2000, c'est-à-dire, lors de la candidature pour la CEC. La municipalité n'était pas considérée comme experte dans ce domaine (O'Brien, 2011 : 50) et pour beaucoup, la candidature de Liverpool au titre de CEC était une sorte de rêve impossible, voire une « blague » pour une ville hautement stigmatisé (Boland, 2010). Dans ce contexte, la municipalité délégua à la LCC en partenariat avec les institutions culturelles importantes la mise en œuvre de cette politique dans toute sa complexité : quête de financements et sponsors ; communication locale, nationale et internationale ; développement économique, urbain et social ; mise en place d'un programme artistique et culturel... (O'Brien, 2011).

Si pendant une grande partie des deux derniers siècles, la manière de penser et gérer la notion de culture à Liverpool s'avère en décalage avec le reste du pays, même si les valeurs, sens et pratiques associés à la culture restent toujours en lien avec l'ailleurs (Londres, l'Afrique, l'Europe, les États-Unis...), depuis 30 ans, une forme de convergence entre les politiques à Liverpool et celles du RU et de l'Europe est apparue concernant la place de la gestion de la diversité socioculturelle et la rhétorique liée à la rénovation par la culture, pour l'essentiel dirigés par des personnes venant de l'extérieur de la ville.

11 Entretien, Directeur, Merseyside ACME/Liverpool Vision, Liverpool 24/11/2011.

12 Les FEDER introduisaient également la catégorie de minorité ethnique (*ethnic minority*) dans la gouvernance urbaine, mais pas de façon uniforme. La mairie continuait à déployer l'expression « Noir et autres minorités raciales » (*Black and other racial minorities*, BRM). Entretien, Directeur des partenariats et de l'innovation, Université de Liverpool, Liverpool, 02/02/2012.

La réouverture du St George's Hall aux visiteurs, en 2007, faisait partie du nouveau « quartier des musées » (*museum quarter*), décrit sur le site web de l'office de tourisme comme « une visite incontournable pour les amateurs de culture ». Elle peut être considérée comme l'incarnation des nouvelles politiques culturelles dans la ville. Pourtant, avec ses rues très denses alternant maisons mitoyennes, pubs, rangées de snacks et de magasins de vins et spiritueux bon marché, Kensington pourrait sembler à l'écart de ces transformations urbaines.

Kensington, eaux mortes des courants culturels ?

Au moment où la LCC montait le dossier de candidature pour la CEC, cette partie de la ville était désignée comme une « *urban regeneration area* » (zone de rénovation urbaine) dans le cadre du programme NDC. À Londres, le gouvernement New Labour favorisait un tournant culturel dans les politiques urbaines (Connelly, 2007) mais l'idée de culture n'apparaissait pourtant pas dans le programme de la Kensington Regeneration, ni en termes de production esthétique, ni de valeurs, traditions, identités et/ou pratiques des habitants (Russell *et al.*, 2009). Pour comprendre cette absence, il faut regarder la multiplication d'institutions et d'acteurs que comprenait la gouvernance urbaine dans le Liverpool de l'époque¹³.

Au niveau de la ville, un réseau de politiques culturelles s'était formé depuis les années 1990, comprenant des agents recrutés par la mairie, amenant leur expérience du monde des affaires, de la gestion de projets etc., des acteurs du secteur public et privé dans le domaine de la redynamisation économique ainsi que des représentants des institutions culturelles, pilotées par des dirigeants de classe moyenne. L'établissement des agences comme la LCC permettait de recruter des experts et consultants travaillant dans la sphère culturelle, réunis sous la houlette d'un homme d'affaires international, habitant à Londres. Pour ces experts, souvent perçus comme venant « du sud », de Londres¹⁴, Kensington était l'épitomé de ce qui devait changer pour permettre une « renaissance » culturelle et urbaine¹⁵.

Le dossier pour le programme de la Kensington Regeneration, en revanche, était écrit par des agents municipaux dont une grande partie venait d'un milieu gauchiste, formés lors de la période du militantisme municipal contre la domination politique, économique et culturelle de Londres. Ce fut le cas des cadres

¹³ Depuis les années 1990, un nombre croissant d'organismes et d'agences financées par des fonds étatiques ou européens opèrent en parallèle des collectivités locales de façon plus ou moins autonome (voir Meegan, 2003).

¹⁴ Entretien, Chercheure, IMPACT08, Liverpool, 02/2012.

¹⁵ Entretien, Directeur, Merseyside ACME/Liverpool Vision, Liverpool, 24/11/2011.

de la Kensington Regeneration détachés de la municipalité¹⁶. Nés dans les quartiers les plus pauvres de Liverpool, ces dirigeants avaient tous un parcours militant et étaient tous syndiqués. Leurs priorités portaient plus sur les questions sociales et économiques que sur les arts. Pour eux, « la culture » était largement l'affaire des institutions culturelles du centre-ville¹⁷.

À la différence d'autres programmes New Deal for Communities, dans le reste du pays, l'optique du « multiculturalisme » n'apparaissait pas aux débuts de la Kensington Regeneration (Russell *et al.*, 2009). Si le slogan « *the world in one city* » avait été adopté par les auteurs du dossier CEC, pour les décideurs locaux, Liverpool n'était guère perçue comme une ville d'immigration. À l'inverse des villes industrielles comme Manchester ou Londres, Liverpool n'avait pas attiré un grand nombre de travailleurs migrants dans la deuxième moitié du XX^e siècle à cause de sa crise économique¹⁸. Le lieu commun restait que Toxteth était le quartier « noir » et Kensington un quartier « blanc », formant une sorte de frontière entre Toxteth et les quartiers plus au nord de la ville. Cette perception changea en 2003.

L'émergence de *culturespeak* à Kensington

En 2001, des émeutes éclatèrent dans des villes au nord de l'Angleterre où il y avait une forte immigration des anciennes colonies. Dépeintes comme une confrontation entre les « *white British* » (Britanniques blancs) et les « *British Asians* » (Britanniques asiatiques), ces événements secouèrent la gestion des rapports sociaux au niveau national, mettant en cause la légitimité des politiques multiculturelles, jugées responsables des vies en « parallèle » des communautés ethniques (Gilroy, 2004). L'État central amorçait un virage dans sa politique d'inclusion sociale vers une politique de « *community cohesion* » pour gérer les questions d'identité et d'appartenance des groupes ethniques (Jones, 2013). La politique de *community cohesion* visait surtout les quartiers populaires où les rapports sociaux étaient perçus comme particulièrement ségrégués.

Paru fin 2003, le recensement national de 2001 montra que le pourcentage de personnes catégorisées par le gouvernement comme « *Black or Minority Ethnic* » (noir ou minorité ethnique, « BME ») à Kensington avait été multiplié

¹⁶ Les autres cadres étaient recrutés directement par l'agence *via* les réseaux des professionnels de la rénovation urbaine. Issus de classe moyenne mais dépourvus de capital culturel, ils vivaient dans les zones périurbaines plus chères en dehors de Liverpool (Allen, 2008).

¹⁷ Ponctuellement, des institutions culturelles du centre-ville ont postulé pour des subventions à la Kensington Regeneration dans le cadre des volets éducation ou santé, mais cela restait marginal.

¹⁸ La ville a subi une forte baisse de la population qui a persisté jusqu'en 2011, résultat d'une émigration nette (Jacquot, 2007).

par trois en dix ans, approchant les 15% (Russell *et al.*, 2010). Ce changement résultait entre autres de la création d'un centre de réception des demandeurs d'asile à Liverpool et de la gentrification en cours de Toxteth. À la mairie, Toxteth continuait d'être perçu comme *le* quartier multi-racial ou ethnique de la ville¹⁹, mais la Kensington Regeneration devait démontrer à Londres en quoi son action était inclusive des groupes et des individus « BME », selon les critères nationaux. Pour répondre à cette demande, un nouveau poste fut créé pour un chargé de mission dont l'objectif était de travailler avec les groupes issus de minorités ethniques.

La personne recrutée était « *white British* », comme presque tout l'effectif de la Kensington Regeneration. À leur différence, il ne venait pas de Liverpool, il était issu de la classe moyenne, avait un capital culturel élevé (fréquentation des institutions culturelles de Liverpool et de Londres) et avait travaillé pour des organisations internationales onusiennes (dont le Haut Commissariat aux réfugiés). Avec une vision du monde très différente de celle de l'administration locale (anticolonialiste et internationaliste), il n'hésitait pas à regarder au-delà du quartier et de Liverpool pour chercher des idées et modèles. Une des premières initiatives qu'il proposa fut d'établir un « *cultural calendar* » (agenda culturel) annuel d'événements festifs qui serait organisé dans le quartier par des associations locales pour développer des rapports sociaux entre les individus et les groupes d'origines diverses en termes de nationalité, ethnicité ou religion et inciter la participation des groupes marginaux dans le programme de rénovation urbaine. Peu courante à Liverpool, ces politiques identitaires résonnaient étroitement avec les politiques de *community cohesion* de l'État (Jones, 2013). Avec le slogan « *the world in one community* », il tissait aussi des liens rhétoriques avec le dossier CEC de Liverpool.

Le poste était pourvu d'un petit budget et c'est par ce biais que je fus recrutée fin 2004 pour faire partie de la petite « équipe BME ». Également « *white British* », de classe moyenne et non-originaire de Liverpool, j'étais arrivée dans la ville en 2002 pour faire un master. Malgré deux années passées à Liverpool, j'avais eu très peu de contact avec Kensington, hormis une connaissance vague des lieux communs concernant sa mauvaise réputation. Mes idées sur les besoins du quartier étaient filtrées par une vision du monde qui se résume par ce que Binnie et Skeggs (2004 : 46) décrivent comme une présomption des classes moyennes sur le fait que des individus du milieu ouvrier sont davantage susceptibles d'être hostiles à l'idée de la diversité culturelle. Vu ainsi, mon but était d'encourager la cohésion sociale des « autres » dans les quartiers « défavorisés ». Cela est conforme à la distance sociospatiale et des rapports

¹⁹ Comme j'ai pu le voir, lors d'une réunion avec le chargé de mission de diversité à la municipalité en 2006, on n'avait guère idée de l'évolution de la population à Kensington.

de classe qui souvent sous-tendent la gestion de la différence sociale au RU (Jones, 2013).

L'équipe BME faisait partie du Neighbourhood and Community Team (l'Équipe de proximité), composé de sept employés, dont nous. La majorité habitaient à Kensington ou dans ses environs ; un seul avait fait des études universitaires. Mon collègue et moi travaillions de façon assez indépendante. Je fus recrutée sur un contrat de trois mois afin d'entreprendre un état de l'art des bonnes pratiques en matière de promotion de la diversité culturelle et d'intégration des individus et des groupes « BME ». Mon contrat fut prolongé et, au cours des trois années suivantes, je fus responsable de la promotion de la diversité culturelle et de la *community cohesion* aux côtés de mon collègue — comprenant la mise en place de l'agenda culturel.

L'agenda culturel demandait l'implication des associations d'identité ethnique, nationale, religieuse ou multiculturelle dans l'organisation des activités à Kensington. Comme la plupart de celles-ci se trouvaient à Toxteth, l'équipe BME travaillait pour constituer des associations locales. Nous avons tenté aussi, par le biais de subventions et d'aides administratives, de faciliter la participation à ce programme d'individus et de groupes « africains », « chinois », « irlandais », « gallois » et « polonais », établis dans d'autres quartiers²⁰.

De 2005 à 2010, se déroula un festival annuel. Lors des premières éditions, nous fûmes frappés par la longueur de la file d'attente au stand de maquillage, assuré par du personnel de la Kensington Regeneration. Ainsi est née l'idée de former une équipe de bénévoles d'origines diverses afin de fournir un service local qui, reprenant ici la métaphore utilisée par l'un des membres du conseil d'administration de la Kensington Regeneration, fonctionnerait comme une sorte de mortier multiculturel entre les briques communautaires (cf. Blockland, 2001).

Intersections de classe, cohésion et (multi)culture à Kensington

Comme nous le verrons, l'intérêt de l'analyse de cette initiative de maquillage facial réside d'abord dans le fait qu'elle démontre comment l'intersection de différentes circonstances (changements démographiques ; nouvelle politique étatique de cohésion ; le programme CEC ; et une tendance à Liverpool à recruter des personnes en dehors de la ville lorsqu'il s'agit de diversité socioculturelle) a créé des structures d'opportunités et des manières très spécifiques de penser et gérer des citoyens dans une partie de Liverpool. Ensuite, et en partie grâce

²⁰ Ces choix « ethniques » et tout à fait essentialisants reflétaient le profil de population selon des sondages étatiques en 2002. Il est à noter que certaines personnes qui s'identifiaient comme *Liverpool born black*, étaient critiques de l'approche « ethnicisée » — et éventuellement dépolitisée — que nous proposons.

au recrutement d'une formatrice spécialisée, issue d'un milieu social différent du profil de l'équipe BME, assez critique des politiques nationales, elle nous montre comment les normes, valeurs et pratiques du *culturespeak* à Liverpool étaient appropriées et contestées sur place.

La nouvelle formatrice était « *white British* » et née au Pays de Galle, dans une famille nombreuse et pauvre. Elle avait déménagé dans les environs de Liverpool dans les années 1970 afin d'y trouver du travail. Ses normes et valeurs se liaient bien à ce que Skeggs (2005) décrit comme des préoccupations de la classe ouvrière — d'ailleurs très répandues à Liverpool : l'autonomie et l'auto-amélioration, une générosité pratique et une compréhension pragmatique de l'importance de l'argent. Autoformée en tant que maquilleuse afin d'aider lors des activités scolaires de ses enfants, elle avait ensuite développé son talent pour générer des revenus : fêtes privées, événements publics et séances de formations. Largement sceptique quant aux politiques du New Labour, elle critiquait l'idée de promotion de la diversité culturelle en tant que « *social engineering* » (ingénierie sociale). Cela constituait, d'après elle, une forme d'interférence sociale d'un État-nouveau, défavorisant souvent les « *British people* ». Il y avait néanmoins certaines convergences entre les politiques culturelles de l'État, les objectifs de l'équipe BME et sa conviction en la valeur de l'expression artistique pour le bien-être.

Pour mettre en place cette formation en maquillage « multiculturelle », j'utilisais mon carnet d'adresse professionnel avec les coordonnées d'écoles, de clubs de jeunes et du secteur associatif à Kensington, afin d'identifier et d'embaucher de potentielles recrues, avec une attention spécifique, portée aux personnes issues de « minorités ethniques ». La formatrice, quant à elle, était chargée d'initier les participantes aux techniques d'application du maquillage sur tous types de peau, en réalisant des motifs convenables pour l'agenda culturel²¹. Les sessions de formation se déroulaient sur une journée ou deux demi-journées, et j'assistais à la majorité d'entre elles afin de collecter des données sur le profil des participantes en termes de code postal, ethnicité, âge, sexe, etc., données ensuite envoyées à l'État lors d'un suivi trimestriel.

Grâce aux compétences sociales et esthétiques de la formatrice, la formation était largement appréciée. En plus du plaisir d'apprendre à peindre et du côté affectif, tactile et social, plusieurs y voyaient un savoir-faire qui pourrait avoir une valeur économique, aussi bien pour les associations et les écoles du quartier que pour les individus eux-mêmes (idée fortement encouragée par la formatrice). À la fin de chaque séance, je demandais aux participantes de s'inscrire comme bénévole sur l'agenda culturel. Environ un tiers accepta et commença à participer aux événements dans le quartier.

²¹ Suivant nos consignes, la formatrice développa des designs spécifiques « chinois », « polonais », etc., aux côtés des motifs plus classiques (figures de dessins animés...).

La moitié de ces personnes avaient habité à Kensington toute leur vie²². Parmi elles, personne n'avait étudié dans l'enseignement supérieur. Celles qui travaillaient exerçaient une profession « non qualifiée » à temps partiel et la majorité avaient recours aux aides sociales. Elles étaient souvent impliquées dans des réseaux ancrés dans le quartier et/ou à travers la ville (parenté, églises ou associations de quartier...). Plusieurs assistaient aux ateliers avec une amie, une voisine ou un membre de leur famille. Il s'agissait pour beaucoup de jeunes mères. Quant à celles qui habitaient depuis peu à Kensington, elles étaient pour la plupart ressortissantes de pays étrangers (la Chine, l'Iran, l'Inde, Trinité-et-Tobago, le Yémen). Leurs profils socio-économiques étaient plus mixtes : étudiantes en licence ou en thèse, infirmières, auto-entrepreneuses ou sans emploi. Moins ancrées dans les réseaux sociaux à Kensington, elles venaient pour la plupart seules. Trois filles et une mère d'une famille « *white British* » venant d'un quartier plus aisé de Liverpool y participèrent aussi²³.

La formatrice signifia qu'une journée de formation ne suffisait pas pour avoir la capacité d'exercer avec confiance en public. L'idée vint donc de créer une association pour pouvoir toucher des financements et organiser des formations plus soutenues. En 2006, ce que la formatrice dépeignait comme « la première et la meilleure association de maquilleuses » vît le jour. Une fois par mois, une réunion avait lieu afin de planifier l'activité associative. Mon implication était visible dans les statuts, où les objectifs étaient décrits en termes de promotion de la diversité culturelle et de développement social par le biais des arts. L'influence de la formatrice portait sur des questions matérielles et esthétiques. C'est elle qui insista pour que l'association soit payée pour son service, lors des événements, et que cet argent soit utilisé pour dédommager les membres pour les frais de transport et de la garde d'enfant (£15 pour une journée). Ce détail facilitait et légitimait la participation régulière de beaucoup de personnes. La formatrice donnait aussi des conseils sur les matériaux à acheter pour que les membres puissent exercer de façon « professionnelle ». C'est elle qui a eu l'idée de porter un t-shirt commun « *community artist* » pour souligner la valeur à la fois esthétique et bénévole du groupe. Au fur et à mesure, les différents membres prirent leur place au conseil d'administration et y amenèrent leurs expériences, talents, capacités sociales et motivations personnelles, remettant en question les normes, valeurs socioculturelles et pratiques sociospatiales qui sous-tendaient le projet, comme le montrent les exemples suivants.

²² Quelques hommes s'inscrivirent aussi, mais j'utilise la forme féminine pour indiquer que la large majorité des membres étaient des femmes.

²³ Cela allait contre les règles du financement du programme de la Kensington Regeneration. Le budget était censé être dépensé uniquement dans la zone délimitée, chose que nous avons eu tendance à ignorer.

Rencontres sociales et hiérarchies culturelles

Six mois après le début du projet, des membres exprimèrent leur envie de se retrouver en dehors des réunions, séances de formation et dates de travail. En tirant sur le budget du projet BME, j'ai facilité l'organisation de « *social events* » (rencontres sociales). Imprégnée par l'agenda de *community cohesion*, je proposais aux membres, venant de l'étranger, de présenter et de partager ce que je pensais en termes de « leur culture ». Ces occasions (un après-midi caribéen, une soirée dans un restaurant familial yéménite, une visite au temple hindou) étaient organisées avec une certaine mise en scène formelle autour de la nourriture et des tenues « traditionnelles », et avec un programme sous-jacent visant à promouvoir la tolérance envers la diversité culturelle. À la suite de plusieurs de ces rencontres, une des habitantes de longue date de Kensington demanda à la réunion mensuelle pourquoi il n'y avait pas eu de célébration de l'« *English culture* ». Par un vote unanime — après une discussion animée sur ce qu'était « la culture anglaise »²⁴ — et en utilisant l'argent généré par la vente des services du groupe, il fut décidé que cette personne organiserait la prochaine sortie. Elle proposa une soirée au Royal Court en centre-ville, non loin du St George's Hall.

Le Royal Court est un théâtre de style cabaret avec une programmation ponctuée de références locales, des personnages issus de la classe ouvrière, avec une forte place pour des blagues ribaudes et la participation du public, avec des plats de bistrot inclus dans le prix du ticket (Barrett, 2016).

C'est l'un des seuls théâtres de Liverpool dont la majeure partie du public est issue des quartiers les plus défavorisés de la ville (Barrett, 2016). Je n'y étais jamais allée auparavant. D'après une enquête spectateur, citée dans l'étude de Barrett, c'est « *a local theatre for local people* » (un théâtre local pour la population locale) ; un endroit où les personnes qui n'ont pas de capital culturel dominant peuvent se sentir chez elles (2015). Or, il ne recevait aucune subvention publique et n'était pas inclus dans le programme de la CEC (Hickling, 2008), indication de la marginalisation de la « culture populaire » de la ville par les décideurs culturels.

Assez loin des activités de groupe plus conformes au programme de *community cohesion*, cette sortie au théâtre fut un succès pour les membres : légère, gaie, sans agenda normatif et offrant un bon rapport qualité/prix. En tant que praticienne, j'avais favorisé des sorties « multiculturelles » car elles se conformaient à l'esprit de ma mission et mes goûts « classe moyenne ». En général, j'avais un meilleur rapport avec les membres du groupe originaires de l'étranger, partageant une connaissance d'autres pays, et ayant des diplômes

24 Ce n'avait pas été le cas pour les autres événements, signe sans doute d'un côté d'une essentialisation des identités des « minorités » et de l'autre, des débats très politisés sur l'identité britannique à l'époque (Gilroy, 2004).

d'études supérieures. En revanche, pour certaines des membres, surtout les habitantes de Kensington de longue date, j'étais « *posh* » (huppée) et étrangère au quartier et à la ville. C'était lors des réunions mensuelles que des avis, parfois discordants, pouvaient s'exprimer. Ma participation aux réunions et aux rencontres sociales, et le fait que la formatrice m'ait encouragée à faire la formation puis du bénévolat ont facilité mon intégration au groupe, m'aidant à mieux apprécier les diverses envies de ses membres : en l'occurrence, pour une sociabilité sans prétention plutôt que pour un multiculturalisme orchestré.

Les community artists au St George's Hall : remettre en question les hiérarchies sociospatiales et culturelles ?

La Kensington Regeneration était censée cibler un espace social très précis de la ville. Largement en parallèle, l'organisation de la programmation CEC se faisait en centre-ville. Or, les projets développés par l'équipe BME fonctionnaient quelque peu différemment. Ni mon collègue ni moi-même n'avions travaillé préalablement pour l'État. La vision « bureaucratique » d'un monde subdivisé en zones administratives nous était étrangère. Nous cherchions plutôt les rencontres pertinentes quel que soit l'endroit où elles se trouvaient. Nous avions des contacts professionnels et personnels avec des institutions culturelles clés en centre-ville sur lesquels nous nous appuyions afin de compléter notre mission à Kensington. C'est l'une des raisons pour lesquelles les projets menés par l'équipe BME transcendaient régulièrement le quartier. La formatrice était aussi contre des formes bureaucratiques de catégorisation. Lorsqu'il s'agissait de contrôler les personnes en fonction de leur code postal ou identité ethnique, elle me disait que c'était « mon travail ». Elle cherchait, quant à elle, autant d'opportunités possibles pour que les membres développent leurs compétences. C'est par cette conjonction d'acteurs associés autour du projet que l'association de maquilleuses a été recrutée aux événements publics de différentes institutions culturelles en centre-ville (les théâtres nationaux, les musées municipaux...). En l'occurrence, c'était la formatrice qui avait été contactée par la LCC pour la date au St George's Hall en tant que professionnelle. Elle avait transféré le courriel au groupe, écrivant : « Je pense que ceci est définitivement quelque chose dans lequel nous devrions être impliquées. » C'est ainsi qu'une dizaine de membres travaillèrent toute la journée au St George's Hall.

En présentant ce cas, l'idée n'est pas de surestimer les possibilités de ce groupe, de contester les hiérarchies culturelles et économiques dominantes à Liverpool. D'ailleurs, si le groupe a réussi à traverser des espaces sociaux et des sphères culturelles habituellement vus comme distincts, les rapports de force n'en sont pas pour autant bousculés. Travailler dans une institution culturelle en tant que maquilleuse peut apporter beaucoup de plaisir mais, au RU, le terme « *community* » du titre « *community artist* » était fortement associé à des

« objets » de politique, situés le plus souvent dans des quartiers défavorisés. Il connotait d'un fort ancrage sociospatial et signalait que cette intervention, ou plutôt invitation, n'était que temporaire ; que leurs membres étaient participants et non pas décideurs. Je soutiens néanmoins que cet exemple nous permet de voir comment les « objets » des politiques et parfois les agents cherchent des marges de manœuvre, qui peuvent conduire à de nouveaux modes d'incorporation sociospatiale et à l'émergence de diverses valeurs et pratiques culturelles — bien que fugace — dans les espaces urbains.

Conclusion

Les politiques urbaines culturelles sont souvent considérées comme des politiques « mobiles », facilement transplantables dans des contextes urbains très différents (Peck, 2005). Or, des études comme celle-ci démontrent les variations dans la manière dont les normes et les valeurs dominantes se heurtent aux modèles de relations sociales *in situ*. Située dans la géo-histoire et les rapports de force multiscalaires, cette enquête autour de l'association de maquilleuses permet de démêler les sens et valeurs multiples associées à l'idée de la (multi) culture à un moment donné et dans un lieu particulier. Nous avons vu, par exemple, que le dossier de la CEC décrivait Liverpool comme « *the world in one city* », se conformant par là aux attentes des jurys nationaux et européens de la CEC, mais ne collant pas aux « structures du sentiment » locales (Williams, 2015). Mis à part le quartier de Toxteth, Liverpool était largement vue comme une ville « blanche » et populaire. Nous avons vu aussi que les tensions racialisées dans la ville — legs de la colonisation et de l'esclavagisme — ont incité la mairie à recruter en dehors de la ville dans le domaine des politiques socioculturelles, expliquant en partie la présence de mon collègue et de moi-même au sein de la Kensington Regeneration dans les années 2000. À Liverpool, les politiques liées au tournant culturel en centre-ville, soutenues par le programme CEC, aussi bien que l'agenda multiculturel des quartiers défavorisés ont été en majeure partie importés et gérés par des acteurs de classe moyenne, venant de « l'extérieur », voire « du sud ».

Afin de bien saisir les enjeux autour de la mise en place des politiques culturelles hégémoniques à Liverpool, il est utile de rappeler qu'en 2007 une réorganisation du LCC eut lieu. Au cours des préparatifs de l'année CEC, la programmation culturelle avait été critiquée dans la presse locale comme une tentative de transformer Liverpool en quelque chose qu'elle n'était pas (O'Brien, 2011 : 53). En partie à cause de ces critiques, un nouveau directeur artistique fut nommé. Avec un parcours à la télévision régionale, il était vu comme une personne pragmatique, populaire et localement enracinée, loin des ambitions d'accueillir des événements d'envergure « *world class* » qui figuraient dans le dossier de candidature. En outre, l'année CEC à Liverpool a coïncidé avec une

crise financière mondiale. Deux ans plus tard, le programme de la Kensington Regeneration arrivait à son terme. Avec la fin de ces deux projets dans un climat d'austérité, les politiques de restructuration urbaine (néolibérales) ont continué en centre-ville avec peu de poids accordé aux politiques culturelles, tandis que les opportunités pour le secteur associatif de participer aux événements sociaux et culturels se sont trouvées considérablement réduites. Alors que la culture se trouvait partout au début des années 2000, dans les années 2010 ce « *culturespeak* » avait une faible emprise à Liverpool, et à Kensington encore moins. D'ailleurs, sans appui institutionnel, l'association a été dissoute en 2012, même si, individuellement, certaines anciennes membres continuent de pratiquer cette forme artistique.

L'analyse de ce cas d'étude a tenté de faire ressortir les enjeux sociospatiaux qui sous-tendaient les politiques urbaines esthétiques et socioculturelles à Liverpool. Présents sous une forme ou une autre dans toute politique culturelle urbaine, ces rapports de force sont sans doute plus importants dans une ville comme Liverpool, connotée comme populaire, voire « non culturelle ». Situé dans le temps et l'espace, ce cadre analytique nous permet d'explorer et éventuellement d'en tirer des généralisations sur les manières inégales dont les politiques culturelles s'enracinent dans les espaces urbains à travers le monde, sans oublier la créativité des individus et groupes sur place.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ALLEN Chris., 2008. *Housing Market Renewal and Social Class. Housing, Planning and Design*. Abingdon, Routledge.

BARRETT M., 2016. "Our Place": Class, the Theatre Audience and the Royal Court Liverpool". Coventry, University of Warwick, <http://wrap.warwick.ac.uk/80890/>

BELCHEM J., 2000. *Merseypride: Essays in Liverpool exceptionalism*. Liverpool, Liverpool University Press.

BELCHEM J., 2014. *Before the Windrush: Race Relations in 20th-Century Liverpool*. Croydon, Liverpool University Press.

BIASS S., FABIANI J.-L., 2011. "Marseille, a City Beyond Distinction", *Nottingham French Studies* 50(1): 83-94.

BINNIE J., SKEGGS B., 2004. "Cosmopolitan Knowledge and the Production and Consumption of Sexualized Space: Manchester's Gay Village", *The Sociological Review*, 52(1): 39-61.

- BOLAND Ph.**, 2010. "Capital of Culture — you Must be Having a Laugh!" Challenging the Official Rhetoric of Liverpool as the 2008 European cultural capital", *Social & Cultural Geography*, 11(7): 627-645.
- BLOKLAND T.**, 2001. "Bricks, Mortar, Memories: Neighbourhood and Networks in Collective Acts of Remembering", *International Journal of Urban and Regional Research*, 25(2): 268-83.
- NASSY BROWN J.**, 2005. *Dropping Anchor, Setting Sail: Geographies of Race in Black Liverpool*. Princeton, Princeton University Press.
- BULLEN C.**, 2016. "Tales of Two Cities: Comparing Culture and Social Relations in Liverpool and Marseilles, Two "European Capitals of Culture"". University of Manchester. https://www.librarysearch.manchester.ac.uk/permalink/44MAN_INST/bofker/alma992981395951001631
- COCKS M.**, 2013. "Conceptualizing the Role of Key Individuals in Urban Governance: Cases From the Economic Regeneration of Liverpool, UK", *European Planning Studies*, 21(4): 575-95.
- COHEN S.**, 2007. *Decline, Renewal and the City in Popular Music Culture: Beyond the Beatles*. Aldershot, Ashgate Publishing Limited.
- CONNOLLY M.G.**, 2013. "The "Liverpool Model(s)": Cultural Planning, Liverpool and Capital of Culture 2008", *International Journal of Cultural Policy*, 19(2): 162-81.
- DÁVILA A.**, 2012. *Culture Works: Space, Value, and Mobility across the Neoliberal Americas*. New York, New York University Press.
- EVANS G.**, 2011. "Cities of culture and the regeneration game ", *London Journal of Tourism, Sport and Creative Industries* 5(6): 518.
- GILROY P.**, 2004. *After Empire: Melancholia or Convivial Culture*. London, Routledge.
- HANNERZ U.**, 1980. *Exploring the City: Inquiries Toward an Urban Anthropology*. New York, Columbia University Press.
- HANNERZ U.**, 1999. "Reflections on Varieties of Culturespeak", *European Journal of Cultural Studies*, 2(3): 393-407.
- HARVEY D.**, 1989. "From Managerialism to Entrepreneurialism: The Transformation in Urban Governance in Late Capitalism", *Geografiska Annaler. Series B, Human Geography*, 71(1): 3.
- HICKLING A.**, 2008. "On the Ledge. Royal Court Theatre Liverpool", *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/stage/2008/may/03/theatre.europeancapitalofculture2008>

IMPACTS 08, 2009. *Liverpool Arts Sector, Sustainability and Experience: How Artists and Arts Organisations Engaged with European Capital of Culture 2008*. Liverpool, Impacts 08.

JONES H., 2013. *Negotiating Cohesion, Inequality and Change: Uncomfortable Positions in Local Government*. Bristol, Policy Press.

JONES P., WILKS-HEEG S., 2004. "Capitalising Culture: Liverpool 2008", *Local Economy* 19(4): 341-60.

KARACA B., 2009. "Governance of or Through Culture? Cultural Policy and the Politics of Culture in Europe", *Focaal* (55): 27-40.

LÄHDESMÄKI T., 2010. "European Capital of Culture as culture meeting places - Strategies of representing cultural diversity", *Högskolan I Borås, Nordisk Kulturpolitisk Tidskrift* 13(1): 27-43.

MARCUS G.E., OKELY J., 2007. "How short can fieldwork be?", *Social Anthropology*, 15(3): 353-68.

MEEGAN R., 2003. "Urban Regeneration, Politics and Social Cohesion: The Liverpool Case", in MUNCK R. (ed), *Reinventing the City? Liverpool in a Comparative Perspective*. Chimmenham, Liverpool University Press: 53-79.

O'BRIEN D., 2011. "Who is in Charge? Liverpool, European Capital of Culture 2008 and the governance of cultural planning", *Town Planning Review* 82 (1).

PARKINSON M., 1985. *Liverpool on the Brink*. Cambridge, Policy Journals.

PECK J., 2005. "Struggling with the Creative Class", *International Journal of Urban and Regional Research* 29(4): 740-70.

PECK J., 2009. "Creative Moments: Working Culture, Through Municipal Socialism and Neoliberal Urbanism", in McCANN E. & WARD K. (eds), *Mobile Urbanism: Cities and Policymaking in the Global Age*, 41-70. Minneapolis, University of Minnesota Press.

RUSSELL H., GERWYN J. & PEMBERTON A. & KARECHA J., 2009. *Kensington Regeneration Evaluation, 2000-2009*. Liverpool, European Institute for Urban Affairs.

SKEGGS B., 2005. "The Making of Class and Gender Through Visualizing Moral Subject Formation", *Sociology*, 39.

SMALL S., 1991. "Racialized Relations in Liverpool: A Contemporary Anomaly", *New Community*, 17(4): 51-137.

STOLCKE V., 1995. "Talking Culture: New Boundaries, New Rhetorics of Exclusion in Europe", *Current Anthropology*, 36(1): 124.

WILLIAMS R., 2015. "Structures of Feeling", in SHARMAD. & TYGSTRUP F., *Structures of Feeling*. Berlin/München/Boston, De Gruyter.

RÉSUMÉ

Dans cet article, l'analyse ethnographique d'une association de maquilleuses sert de porte d'entrée pour sonder les transformations liées aux diverses politiques culturelles urbaines à Liverpool, notamment, les politiques associées à la candidature de Liverpool comme Capitale européenne de la culture et les politiques multiculturelles, menées dans un quartier défavorisé de la ville. Plaidant pour la nécessité d'ancrer de telles analyses dans le temps et l'espace, j'offre une vue située des particularités des politiques culturelles urbaines dans une ville en marge des circuits culturels dominants, tout en indiquant des tendances générales.

Mots-clefs : Liverpool, Capitale européenne de la culture, politiques culturelles, politiques multiculturelles, ethnographie urbaine, auto-ethnographie.

SUMMARY

Culture Everywhere? Politics and Practices of Culturespeak in Liverpool in the 2000s

In this article, the ethnographic analysis of a face painting association is used as a way to explore transformations linked to the various urban cultural policies in Liverpool, and, in particular, the policies associated with Liverpool's candidacy for the European Capital of Culture and the multicultural policies implemented in a disadvantaged area of the city. Arguing for the need to anchor such analyses in time and space, I offer a localised view of the specificities of urban cultural policies in a city on the edge of dominant cultural circuits, and point to more general trends as well.

Keywords: Liverpool, European capital of Culture, cultural policies, multicultural policy, urban ethnography, auto-ethnography.